

MÉTHODOLOGIE

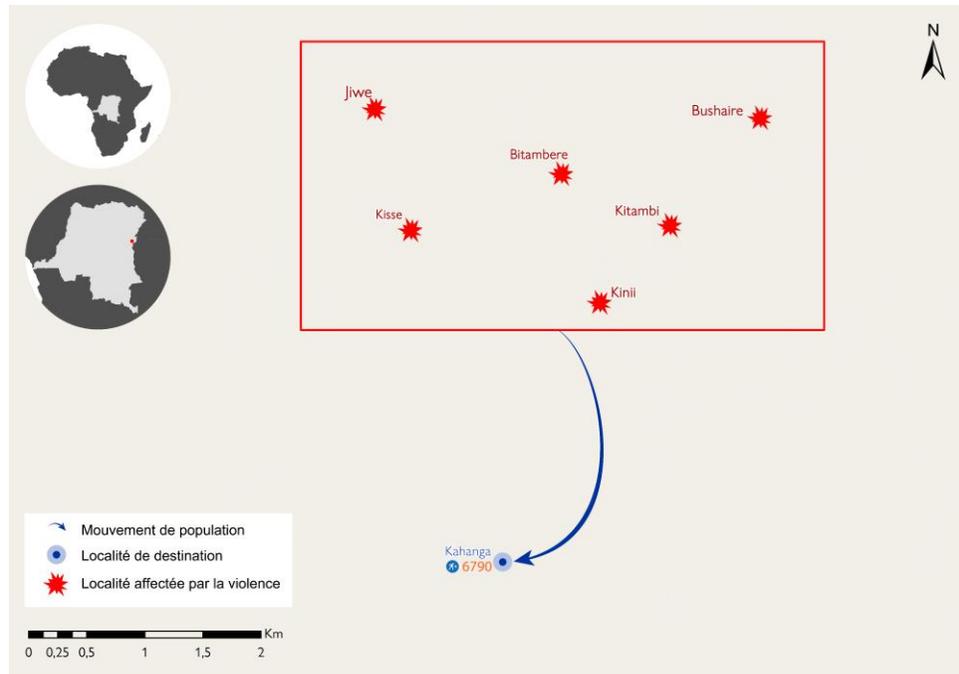
	Evaluation réalisée lors de mission de terrain.	X
	Evaluation réalisée lors d'entretiens téléphonique avec des informateurs clés.	

L'évaluation rapide de l'OIM (Emergency Tracking Tool, ETT) est un outil mis en place dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains de populations. Ces informations sont collectées à la suite de visites sur le terrain et ou d'entretiens téléphoniques avec les informateurs clés des sites de déplacement ou des communautés d'accueil. D'autres informations sont ensuite recueillies et analysées à partir des outils ERM. Ce rapport présente les résultats des évaluations menées le 22 Août 2021 dans les villages de Kahanga Centre, Lushuli et Bulindi, localité de Kahanga, groupement Bashali Kaembe, chefferie de Bashali, territoire de Masisi, province du Nord-Kivu.

RÉSUMÉ DE L'ALERTE

Depuis le 19 juin 2021, des affrontements entre les forces armées de la RDC (FARDC) et les groupes armés APSLC et NYATURA BAZUNGU ont occasionné le déplacement de 1 358 ménages. Ces affrontements font suite aux opérations militaires lancées par le gouvernement congolais pendant la période de l'Etat de Siège proclamé par le l'exécutif dans les provinces du Nord-Kivu et d'Ituri. Les ménages déplacés des villages de Kisse, Kitambi, Kinii, Bitembere, Jiwe et Bushaire, dans le groupement Kaembe, chefferie de Bashali, territoire de Masisi dans la province du Nord-Kivu ont fui pour trouver refuge dans les villages Kahanga Centre, Lushuli et de Bulindi, localité de Kahanga, groupement Bashali Kaembe, chefferie de Bashali, territoire de Masisi dans la province du Nord-Kivu.

CARTOGRAPHIE DU MOUVEMENT



Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.

DÉTAILS DU NOUVEAU DÉPLACEMENT



DÉTAIL SUR LA ZONE ÉVALUÉE

PROVINCE	NORD KIVU
TERRITOIRE	MASISI
CHEFFERIE	BASHALI
GROUPEMENT	BASHALI KAEMBE

DONNÉES DÉTAILLÉES DU DÉPLACEMENT

VILLAGE ÉVALUÉ	MÉNAGES	INDIVIDUS	HOMMES	FEMMES	< 5 ANS	LOCALISATION
KAHANGA (CENTRE, LUSHULI ET BULINDI)	1 358	6 790	2 716	4 074	754	-1,34571129 28,87470167

PERCEPTIONS DES BESOINS PRIORITAIRES



OBSERVATIONS & ANALYSES

 Avant les affrontements du 19 juin 2021, 2 415 personnes, dont 1 983 autochtones et 432 personnes déplacées, résidaient déjà dans les villages de Kahanga. Au moment de l'évaluation, le nombre d'habitants a quadruplé pour atteindre 8 773 résidents, dont 6 790 personnes déplacées. Parmi les personnes nouvellement déplacées, 40% sont des hommes et 60% sont des femmes, dont 11% d'enfants de moins de cinq ans. Bien que la crise soit toujours en cours, les mouvements de déplacement se sont ralentis considérablement. Jusqu'à présent aucune assistance humanitaire n'a été fournie dans la zone évaluée.

 Les personnes nouvellement arrivées vivent majoritairement en familles d'accueil. Néanmoins, un petit nombre se réfugie la nuit dans les églises. La population des villages évalués vit en grande partie dans des abris relativement durables, les autres résident dans des abris d'urgence. Les informateurs clés rapportent que plus de la moitié des ménages ont vu leurs foyers endommagés lors des affrontements et ont perdu leurs Articles Ménagers Essentiels « AME » lors du déplacement. Les besoins prioritaires en AMEs sont les casseroles, les bidons de stockage et les supports de couchage.

 L'agriculture de subsistance, le travail journalier et l'élevage sont les trois principales sources de subsistance des ménages des villages évalués. D'autres ménages ont accès au troc, empruntent de la nourriture ou de l'argent. Plus de la moitié des ménages a accès à la terre et vit de l'agriculture. Cependant, la population signale l'absence d'outils aratoires, de machines agricoles, d'entrepôts pour le stockage des cultures et des nouvelles variétés de cultures. Le manque de biens disponibles sur le marché dû à la porosité des routes et à l'augmentation de la population a conduit à une considérable hausse des prix des produits de première nécessité. Dans les périodes de crise, les ménages sont amenés à consommer leurs semences directement ou à envoyer les enfants demander à manger chez les voisins.

 Les informateurs clés signalent des cas de mutilations, de coups et blessures, de violences sexuelles, d'enrôlements forcés dans les groupes armés, de pillages, de vols, et de cambriolages. Ils signalent aussi un nombre de 24 enfants non accompagnés et en situation d'extrême vulnérabilité. Les cas de conflits fonciers entre les agriculteurs et les éleveurs sont les principaux problèmes sécuritaires enregistrés.

 Les villages de Kahanga comptent 13 robinets publics, quatre sources naturelles d'eau aménagées et 12 sources d'eau non aménagées. Les informateurs clés signalent que ces points d'eau sont insuffisants pour desservir les trois villages évalués. Par ailleurs, la distance pour atteindre la majorité des points d'eau est considérable, environ 1 heure de marche. Même si quelques ménages disposent de station de lavage de mains privée, aucun système de lavage de mains public n'est disponible dans les villages. Les informateurs clés signalent aussi que moins de la moitié des ménages a des installations sanitaires améliorées et que les seules disponibles sont surutilisées, non hygiéniques, et éloignées des ménages.

 Les informateurs clés de la santé signalent que la population des villages Kahanga fait recours à l'automédication pour se soigner. Des centres de santé sont disponibles mais sont éloignés (entre 45 minutes à deux heures de marche), manquent de médicaments, souvent coûteux. Toutefois, le nombre de consultations a augmenté de 50% depuis la crise et environ la moitié des ménages dort sous des moustiquaires imprégnées d'insecticide. Des cas de diarrhée parmi des enfants de moins de 5 ans, de paludisme, et de malnutrition ont été diagnostiqués dans les villages évalués. Les spécialistes en nutrition ont enregistré 10 cas d'enfants souffrant de la malnutrition aiguë sévère, comprenant 40% de filles et 60% de garçons.